

LE DEBAT SUR L'UTILISATION EFFICACE DE L'EAU EN GRANDE-BRETAGNE

Ce travail de résumé est basé uniquement sur ce qui a été présenté lors des conférences organisées chaque année par L'ONG britannique Waterwise depuis 2006. N'ayant pas participé aux conférences, il nous est impossible de rendre compte ici des débats qui ont pu suivre chaque intervention.

1. Présentation de Waterwise

WATERWISE est une ONG britannique créée en 2005 dont le travail est axé sur la baisse de la consommation d'eau en Grande-Bretagne, ainsi que sur l'établissement d'un ensemble de données et de moyens favorisant une utilisation efficace de l'eau (water efficiency). Depuis 2006, elle organise chaque année une conférence sur la recherche de gains d'efficacité en consommation d'eau.

L'ensemble du travail de Waterwise s'articule autour de l'argument suivant : **la réduction du gaspillage, et non pas la limitation des usages, est la clé d'une utilisation plus efficace de l'eau.** Waterwise est convaincue que les économies d'eau, combinées à l'installation systématique de compteurs et à la lutte contre les fuites d'eau, correspondent à une approche bien plus efficace, rentable et respectueuse de l'environnement que la recherche de nouvelles ressources en vue d'augmenter l'offre d'eau. Or aujourd'hui, sur les 150 litres d'eau consommés chaque jour par chaque individu britannique, un tiers serait gaspillé...

Waterwise s'est donc fixé les objectifs suivants :

- encourager les compagnies distributrices d'eau et le secteur du bâtiment à chercher les gains d'efficacité en termes de consommation d'eau ;
- encadrer les projets favorisant les économies d'eau ;
- systématiser le recueil de données et de moyens d'action pour mener à bien ces projets à grande échelle ;
- tenter d'orienter les politiques gouvernementales ;
- comprendre et faire évoluer les perceptions que les consommateurs ont de l'eau afin d'en encourager un meilleur usage ;
- promouvoir les bénéfices sociaux des économies d'eau tout en en posant les limites.

A l'heure actuelle, Waterwise conduit notamment une analyse coûts/bénéfices de la gestion de la demande en eau, une étude sur la mise en place d'une labellisation « water efficiency », la mise à jour du recueil de données et de moyens d'action pour mener à bien des projets d'économie d'eau à grande échelle, et une enquête sur la perception et l'attitude du public vis-à-vis des installations fixes et des agencements permettant des économies d'eau au sein des domiciles (équipements hydro-économiques).

Waterwise fut à l'origine créée pour une durée de cinq ans. L'ONG entre donc dans sa dernière année et doit aujourd'hui rendre compte de l'avancée de son travail et de la nécessité de poursuivre les efforts, pour voir son existence éventuellement prolongée.

2. La Conférence de 2009

Nous détaillons ici les propos exprimés lors de la conférence de Waterwise qui s'est tenue le 15 et 16 avril 2009 à Keble College, Oxford. Dernière conférence en date, elle donne une image du débat sur l'utilisation efficace de l'eau tel qu'il a lieu aujourd'hui en Grande-Bretagne.

Cette année, la conférence avait pour thème « **Rendre concrète l'utilisation efficace de l'eau en Grande-Bretagne** » et participait au programme de la Journée Mondiale de l'eau de l'UNESCO. Plus de 200 personnes ont assisté à la conférence, confirmant par là l'intérêt pour la thématique abordée. Les participants étaient issus du secteur de la construction, des services d'eau, des gouvernements (locaux et national), des associations de logements, des ONG, ou encore des instances de régulation.

La conférence s'est ouverte sur le constat suivant : l'utilisation efficace de l'eau ('water efficiency') doit encore prouver qu'elle est rentable, mais aussi durable sur le plan environnemental et social. La recherche des « plaisirs de l'eau » fut une thématique récurrente tout au long de la conférence, par ailleurs majoritairement sponsorisée par GROHE, leader international en matière de robinetterie sanitaire (!) : la **qualité du design** des dispositifs hydro-économiques au sein du domicile est essentielle afin de transmettre au consommateur un message attractif et une expérience positive.

OUVERTURE de la session du matin :

Philip Sellwood, directeur de l'Energy Saving Trust a rapidement rappelé l'importance de lier les réflexions sur la conservation de l'eau avec celles sur les économies d'énergie. Jacob Tompkins, directeur général de Waterwise, à quant à lui ouvert les présentations en insistant sur la nécessité de garder une vision sur le long terme (de 10 à 50 ans), car si aujourd'hui il n'y a pas de réel problème d'eau en Grande-Bretagne, c'est le moment idéal pour mettre en place une gestion de la demande.

Paul HOPE – Directeur des études économiques à l'OFWAT – « Avez-vous saisi le message ? »

[l'OFWAT est l'autorité responsable de la régulation économique des compagnies de distribution de l'eau et d'assainissement en Angleterre et au Pays de Galles. L'OFWAT s'est surtout donné pour mission de fixer des limites au prix des services d'eau et d'assainissement, afin de protéger les consommateurs].

L'intervention de Paul Hope a essentiellement porté sur la nécessité d'engager le dialogue avec les consommateurs afin de parvenir à une utilisation plus efficace de l'eau. Si beaucoup de travail a déjà été accompli dans ce sens, il faut aller plus loin encore.

Le principal instrument pour y parvenir serait le prix de l'eau lui-même, à condition que la facture soit clairement structurée et expliquée. Un consommateur bien informé devrait ainsi être plus sensible aux signaux transmis par le prix, et adapter de lui-même sa consommation. Idéalement, il faudrait que la structure du prix soit faite de telle façon que, pour chaque unité d'eau consommée supplémentaire, le consommateur ait conscience d'en payer le coût financier, social et environnemental. Il pourrait ainsi comparer ce coût supplémentaire avec les bénéfices qu'il retire réellement de cette eau, et en faire seul l'arbitrage. La mise en place de compteurs « intelligents », proposant au consommateur une lecture simple, claire et précise de sa consommation en eau, pourrait aussi aller dans ce sens.

Paul Hope souhaiterait aussi que le gouvernement adopte une politique claire en matière de réduction de la consommation en eau, et qu'il mette en place un cadre réglementaire qui soutienne et incite les compagnies de distribution d'eau à agir pour une utilisation plus efficace de l'eau. Le gouvernement pourrait aussi encourager la mise en place de compteurs là où cela s'avèrerait économique – actuellement, en Grande-Bretagne, seuls 26 % des foyers sont équipés de compteurs – et définir avec les compagnies de distribution d'eau des cibles précises à atteindre – comme réduire la consommation au sein de chaque propriété¹ d'un litre par jour chaque année. Tout cela irait dans le sens de la baisse de la consommation en eau voulue par le gouvernement, et qui fixe comme l'objectif à 130 litres par personne et par jour d'ici 2030, contre 150 aujourd'hui.

Il est donc essentiel de continuer à améliorer la communication entre les compagnies distributrices et les consommateurs, et de poursuivre l'information de ces-derniers. L'utilisation efficace est une solution pour répondre au problème de l'eau, et nous devons tous y participer.

Ben EARL – Conseiller en matière de responsabilité sociale vis-à-vis du changement climatique au sein de B&Q – « Utilisation efficace de l'eau à B&Q, nos magasins, nos clients »

[B&Q est une importante enseigne anglaise de vente d'articles pour le bricolage, maison et jardin. Depuis 18 ans, B&Q fait figure de leader parmi les entreprises de ce secteur en matière d'engagement pour la protection de l'environnement].

L'intervention de Ben Earl a permis d'illustrer l'engagement de B&Q pour une utilisation plus efficace de l'eau au sein des logements et de présenter les projets que l'enseigne voudrait mettre en place. B&Q s'est donné pour mission d'améliorer son utilisation de l'eau en interne, mais aussi d'inciter ses clients à faire les bons choix.

B&Q travaille en étroite collaboration avec l'ONG BioRegional, spécialisée dans l'étude de l'impact environnemental des biens de consommation. Grâce à ce partenariat, B&Q a déjà pu créer un certain nombre de prospectus pour guider les acheteurs dans leurs choix, en prenant en compte des critères tels que les économies d'eau réalisées. Waterwise s'est également liée à B&Q et BioRegional pour mener à bien une recherche sur l'eau totale utilisée pour produire chacun des biens vendus ('embedded or virtual water'). Si ce genre de démarche commence à se répandre dans le secteur de l'alimentaire, elle est encore balbutiante ailleurs. Avec plus de 40 000 produits proposés à la vente, B&Q a conscience qu'il s'agit d'un travail de longue haleine. Mais les trois partenaires cherchent surtout à mettre au point une méthodologie qui pourra être utilisée par d'autres entreprises, tout au long de la chaîne de production.

Des sociétés telles que B&Q sont en position privilégiée pour aider les clients à gérer et réduire leur impact environnemental. Elles constituent donc un maillon essentiel dans la campagne pour une utilisation plus efficace de l'eau au sein des logements. Mais Ben Earl met en garde contre le risque de surestimer la compréhension que les consommateurs ont de ces questions. Le prix du produit reste la composante majeure de leurs choix.

¹ Le terme utilisé ici en anglais est « property », que nous traduisons donc par propriété, en étant conscients que ce choix n'est qu'à moitié satisfaisant... En France, on aurait sans doute préféré utiliser le terme « abonné ». On gardera toutefois à l'esprit qu'il existe relativement peu de logements collectifs en Angleterre, ce qui explique peut-être l'utilisation ici du terme « property ».

Rose TIMLETT – Chargée de mission eau douce pour le WWF – « Comment engager le public pour une utilisation efficace de l'eau ; ce que l'eau peut apprendre des déchets »

En très peu d'années, les comportements vis-à-vis des déchets ménagers ont changé de façon radicale. Aujourd'hui, 71 % de la population trie. Ce résultat a pu être atteint grâce à un fort engagement des pouvoirs publics. Mais pour la plupart des gens, utiliser de l'eau reste un acte inconscient, même s'ils ne la gaspillent pas volontairement. Beaucoup encore ne sont pas certains de comprendre pourquoi il faut économiser l'eau, ce que cela peut leur apporter ni comment ils peuvent y parvenir. De nombreuses personnes ignorent aussi le travail que réalisent les sociétés de services d'eau.

Pour parvenir à une utilisation plus efficace de l'eau, il faudra donc s'attaquer aux comportements des usagers, tout en continuant de travailler sur les infrastructures et les services. A la manière de ce qui a été fait pour le tri sélectif, il faudra développer des messages simples, utilisant tous les supports de communication, et tenter de personnaliser les réponses à des questions telles que : « pourquoi devrais-je économiser l'eau ? ».

Pamela TAYLOR – Directrice générale de Water UK

[Water UK est l'association qui représente l'ensemble des compagnies britanniques de distribution d'eau et d'assainissement].

Dans son intervention, Pamela Taylor a surtout voulu insister sur les actions que les compagnies de distribution d'eau ont déjà mises en œuvre en matière d'utilisation efficace de l'eau. Parmi ces actions, on retiendra par exemple la création d'une importante base de données concernant les projets d'utilisation efficace de l'eau à grande échelle – ayant largement alimenté le recueil de Waterwise évoqué plus haut – ou encore la conduite d'opérations de sensibilisation dans les écoles, le travail avec les bailleurs sociaux et les entreprises pour qu'ils réduisent leur consommation en eau, la recherche d'innovations financières pour y parvenir, etc.

Il faut pourtant bien garder à l'esprit qu'aider les clients à réduire leur consommation en eau est assez peu naturel pour ces compagnies de distribution ! Pourtant, elles le font, sans y être poussées par le gouvernement ou aidées financièrement par celui-ci. Favoriser une utilisation plus efficace de l'eau est donc un véritable défi pour ces sociétés, car elle les oblige à changer la façon dont elles raisonnent et agissent. Proposer une gestion par la demande de la consommation d'eau demandera beaucoup de courage de la part de ces compagnies. Elles ont donc aujourd'hui besoin que les instances régulatrices (telles que l'OFWAT) reconnaissent et récompensent leurs efforts. Si ces autorités désirent des solutions durables, alors elles doivent apprendre à manier la carotte plutôt que le bâton...

Les compagnies de distribution de l'eau vont avoir de nombreux défis à relever. Il faudra fournir toujours plus d'informations sur les coûts et les avantages d'une utilisation efficace de l'eau, mettre en place des labels, développer des incitations fiscales, établir une législation afin de proposer davantage de produits hydro-économiques, ou encore accorder les discours pour fournir aux consommateurs des conseils cohérents et uniformes. Tout ceci ne pourra être atteint que si l'ensemble des acteurs concernés – compagnies de distribution, bailleurs sociaux, autorités locales et gouvernementales, instances régulatrices, etc. – travaillent de concert, au sein de partenariats dynamiques. On ne peut plus continuer à laisser les industries de l'eau gérer seules ces questions. Elles auront besoin de l'aide du gouvernement pour garantir un prix de l'eau abordable pour tous, faire face au changement climatique et gérer la pression croissante sur l'environnement.

OUVERTURE de la session de l'après-midi

L'après-midi a été consacrée aux moyens disponibles ou à développer afin de mettre les choses en mouvement et de concrétiser les actions en matière d'utilisation efficace de l'eau.

Claire LIPOP – Directrice du département de la durabilité environnementale pour le Raven Housing Trust – L'initiative « Preston Water Efficiency »

Cette initiative, lancée par le Raven Housing Trust (bailleur social dans le Comté du Surrey Est, au sud est de l'Angleterre), a rassemblé 3 collectivités locales, 2 compagnies privées de distribution de l'eau, l'Agence pour l'Environnement et Waterwise. Le projet avait pour thème une utilisation efficace de l'eau, et les objectifs suivants :

- améliorer la conscience que les particuliers ont de leur consommation en eau ;
- réduire l'usage domestique de l'eau ;
- installer des appareils hydro-économiques au sein des logements ;
- mener la même initiative dans une école et un centre de loisir.

36 pavillons individuels et 5 immeubles de 9 ou 12 appartements chacun ont été concernés par le projet. Un système de récupération des eaux pluviales a été installé dans un immeuble seulement. Ailleurs, soit les logements ont été complètement réaménagés ('retrofitted') avec des systèmes individuels de récupération des eaux pluviales ou des eaux grises, soit les salles de bain ont été ré-équipées avec des appareils hydro-économiques ('refurbished'). Partout, des compteurs furent installés et relevés tous les 15 jours. Les succès et les échecs rencontrés au cours de cette initiative ont permis de l'établir comme un projet de référence, d'en tirer leçons et recommandations.

Il ressort notamment de ce projet que la récupération des eaux pluviales, à moins qu'elle ne soit mise en place au moment de la construction, n'est pas intéressante. La coordination des différents entrepreneurs s'est révélée particulièrement difficile, et les résultats obtenus ont été assez peu convaincants en termes d'économies d'eau et de coûts d'installation. Par contre, avec une baisse de la consommation en eau de 30 % dans l'école, les résultats obtenus se sont avérés excellents. Pour le centre de loisirs, aucune baisse n'a été réellement observée, l'importante variation de la fréquentation des locaux d'un mois sur l'autre n'ayant pas permis d'obtenir des données fiables. Dans les domiciles où l'installation avait été entièrement changée, la consommation est passée de 165 litres/jour/personne à 123 litres. Là où les sanitaires ont simplement été modifiés, la consommation est descendue à 142 litres/jour/personne (pour une même consommation de base). C'est à peu de chose près ce que les lanceurs du projet avaient escompté.

Le succès de cette initiative est dû notamment à un bel effort commun de communication. Chaque partenaire a utilisé les supports de communication qui lui étaient propres pour diffuser des messages cohérents, expliquant clairement le fonctionnement des nouvelles installations, la façon dont elles allaient changer le mode de vie des habitants, et recueillant leurs impressions quant aux installations qu'ils préféraient et recommandaient.

Andrew TUCKER – responsable de la politique d'adaptation au changement climatique, Région de Londres (Greater London Authority)

Le défi de la gestion de l'eau doit être rapidement relevé à Londres. La région londonienne possède moins d'eau par habitant que les pays les plus secs d'Europe et les Londoniens consomment plus que la moyenne nationale (168 litres/jour/personne contre 150). Une importante pression s'exerce déjà sur

les ressources en eau du sud est de l'Angleterre, et l'on y prévoit l'arrivée de 800 000 habitants supplémentaires d'ici 2025.

Les compagnies privées, les autorités locales, les municipalités et l'ONG Waterwise travaillent déjà à l'amélioration de la gestion de l'eau à Londres, mais cela ne suffit pas. Pour que l'utilisation de l'eau soit vraiment efficace et durable, il faut travailler simultanément sur l'ensemble des domaines suivants :

- la mise en place d'une politique réglementaire forte
- le développement de nouvelles technologies d'économies d'eau
- la multiplication des incitations économiques
- l'orientation des choix individuels de consommation
- la communication et l'éducation du public.

Aujourd'hui, très peu de choses sont faites dans les 3 derniers domaines, et c'est là qu'il faut agir en priorité.

Andrew Tucker a proposé de travailler ensemble et rapidement sur les éléments suivants :

- la mise en place d'une labellisation nationale et unique en matière d'utilisation efficace de l'eau et de systèmes hydro-économiques, à l'image de ce qui a été fait en Australie. C'est d'après lui une étape indispensable pour le développement d'une stratégie nationale réussie ;
- l'établissement d'un programme pertinent de communication et d'éducation, afin de faire réellement changer les comportements ;
- la révision du Label Logements Durables (Code for Sustainable Homes) actuellement en vigueur, car il est basé sur un calcul incohérent de la consommation souhaitée en eau ;
- l'inscription de la révision du système actuel de régulation de l'eau sur l'Agenda du Développement Durable, afin d'essayer de dépasser une approche coûts/bénéfices parfois simpliste ;
- et enfin le lancement, à très grande échelle, d'un programme de remise à neuf des installations sanitaires, notamment à Londres.

Sue ELLIS – Responsable de l'Evaluation indépendante de la tarification des services d'eau et d'assainissement en Angleterre et au Pays de Galles, DEFRA (Département pour l'Environnement, l'Alimentation et les Affaires Rurales)

L'examen de la tarification des services d'eau et d'assainissement en Angleterre et au Pays de Galles s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la stratégie « Future Water » du gouvernement. Son but est de répondre aux préoccupations croissantes concernant l'équité de la tarification et la limitation de la hausse du prix de l'eau.

Selon Sue Ellis, l'équité en matière de tarification des services d'eau doit prendre en compte les considérations suivantes :

- être juste vis-à-vis des compagnies de services, et leur permettre de couvrir leurs frais ;
- éviter les différences de prix d'une région à l'autre ;
- prendre en compte les générations futures, par exemple en agissant pour éviter une hausse trop importante du prix de l'eau dans le futur ;
- assurer un même traitement pour tous les consommateurs, que la distribution de l'eau et l'assainissement soient assurés par une compagnie publique ou privée ;
- faire appliquer le principe pollueur-payeur partout où cela est possible ;
- protéger les foyers les plus démunis et leur garantir un accès à l'eau.

Sue Ellis conclut donc qu'il faut poursuivre les efforts pour inciter à une utilisation plus efficace de l'eau. Les campagnes d'éducation ont prouvé qu'elles étaient efficaces pour réduire la consommation en eau des particuliers; une utilisation plus efficace de l'eau aide aussi les ménages les plus pauvres à réduire le montant de leur facture d'eau ; enfin, économiser de l'eau chaude permet de réduire la facture d'eau aussi bien que la facture énergétique.

Nick ROGERS – Responsable du design pour Taylor Wimpey – « Le point de vue d'un constructeur »

[Taylor Wimpey est un important groupe de construction de logements, travaillant surtout en Grande-Bretagne, Amérique du Nord et Espagne].

L'utilisation efficace de l'eau n'est pas un concept vendeur quant il s'agit d'un logement ; et ce sont les clients, plus que les constructeurs eux-mêmes, qu'il faut aujourd'hui réussir à convaincre. L'installation d'un système d'économie d'eau dans un logement peut coûter jusqu'à 37 000€ supplémentaires pour atteindre une consommation de 90 litres par personne et par jour, et correspondre ainsi au niveau 5 (sur 6) d'utilisation efficace de l'eau Label Logements Durables (cf. encadré ci-dessous).

Aujourd'hui, il reste beaucoup de barrières à l'installation de systèmes d'économies d'eau au sein des logements : la résistance spontanée du client, le coût de ces systèmes, l'espace supplémentaire qu'ils nécessitent, le problème de leur fiabilité à long terme, les questions d'hygiène et de santé publique, le manque de disponibilité des technologies et des compétences, etc. Pour dépasser ces barrières, il faudra notamment standardiser les produits, développer de nouveaux dessins pour les logements, identifier les meilleures solutions mises en place et en constituer une base de données, revoir la réglementation en vigueur, et notamment le Label Logements Durables.

Trevor BISHOP – Directeur de la politique sur la ressource en eau, Agence de l'Environnement – De l'eau pour les gens et pour l'environnement

Selon Trevor Bishop, il faut aujourd'hui chercher à consolider les acquis en matière d'utilisation efficace de l'eau, mais aussi encourager le travail des compagnies distributrices et reconnaître leurs succès, les aider à maintenir leur crédibilité, et enfin multiplier les partenariats pour parvenir à une gestion efficace de la demande en eau.

3. Retour sur les conférences précédentes

Ci-dessous vous trouverez une présentation rapide de ce qui fut dit lors des conférences précédentes (2006, 2007 et 2008) afin de voir l'évolution des propos au cours de ces années. Il nous semble notamment intéressant de vérifier si le thème des économies d'eau dans les logements, auprès des particuliers, a toujours été si dominant, ou bien si l'utilisation efficace de l'eau a été abordée de façon différente au cours des précédentes conférences organisées par Waterwise.

La conférence de 2006

C'est la première conférence organisée par Waterwise sur l'utilisation efficace de l'eau. Deux thèmes principaux ont été développés : « les gens et l'utilisation efficace de l'eau » puis « les données actuellement disponibles sur l'utilisation efficace de l'eau ».

Le contexte général a été reconnu comme particulièrement favorable au lancement d'une véritable dynamique pour développer l'utilisation efficace de l'eau : 2006 fut une année de sécheresse en Grande-Bretagne, et les médias, le gouvernement et le public étaient particulièrement sensibles à ces questions. Par ailleurs, 2006 fut aussi l'année de la mise en œuvre du Label Logements Durables, dont les acteurs pour la recherche de gains d'efficacité en matière de consommation d'eau attendaient beaucoup.

Le Label Logements Durables (Code for Sustainable Homes)

Il s'agit d'un système d'évaluation et de classification des logements neufs construits en Angleterre selon leur impact environnemental. Lancée en 2006 par le gouvernement anglais, l'évaluation selon le Code devient obligatoire pour toutes les nouvelles constructions à partir de mars 2008.

Le Code classe les logements sur une échelle de 1 à 6 selon leurs performances vis-à-vis de 9 critères de durabilité. Le niveau 1 correspond aux logements répondant aux règles standards de construction ; le niveau 6 est accordé aux projets les plus aboutis en matière de qualité environnementale.

La consommation en eau potable au sein du logement est l'un des 9 critères d'évaluation. Par exemple, les installations sanitaires induisant une consommation d'eau de 120 litres par jour et par personne correspondent aux niveaux 1 et 2 ; pour 105 litres par jour et par personne on obtient un niveau 3 ou 4. Enfin, une consommation de 80 litres/j/p équivaut aux niveaux 5 et 6.

La classification du Code en matière de consommation d'eau est aujourd'hui fortement remise en cause, dans la mesure où le calcul est basé sur une consommation-type par personne et qu'il ne prend pas en compte les variations de comportement entre les consommateurs, ou leur évolution au fil du temps.

La session du matin s'est ouverte sur le constat suivant : si beaucoup d'efforts ont déjà été faits en matière de technologies et d'infrastructures en vue d'une utilisation efficace de l'eau, c'est désormais sur les comportements des consommateurs qu'il faut se pencher. Les différentes interventions portèrent sur la nécessité de mieux connaître la relation que les consommateurs ont avec l'eau avant de pouvoir faire évoluer leurs comportements. L'Université de Lancaster présenta notamment son projet de recherche sur « la sociologie de la consommation d'eau domestique ». Plusieurs intervenants confirmèrent leur espoir de voir changer les habitudes de consommation en eau grâce à la multiplication des compteurs et aux standards établis par le Label Logements Durables.

La session de l'après-midi permit de mettre en évidence le manque de données fiables sur des projets ayant déjà cherchés à augmenter les gains d'efficacité en consommation d'eau. En 2006, il s'avérait encore difficile de définir clairement ce que l'on entendait par « projets d'utilisation efficace de l'eau ». On ne connaissait pas vraiment non plus les gains réels d'eau qu'ils pouvaient apporter, ni leur rapport coût-efficacité. Il était donc essentiel que les différents acteurs concernés par l'utilisation

efficace de l'eau travaillent ensemble à l'établissement d'une large base de données sur les projets déjà conduits.

L'importance de la mise en place de compteurs d'eau « intelligents » – permettant par exemple de détecter les fuites d'eau ou de permettre une redistribution équitable de la facture d'eau – fut plusieurs fois rappelée. L'Ofwat a affirmé que les compteurs individuels étaient essentiels pour améliorer les mesures de l'efficacité de nouvelles installations plus économes en eau, mais aussi pour rendre ces projets plus acceptables auprès des consommateurs. Quelques voix s'élevèrent toutefois pour dénoncer le coût que pourrait avoir l'installation massive de compteurs.

La conférence de 2007

Lors de la conférence de Waterwise de 2007, les intervenants ont partagé un certain optimisme concernant le développement et l'épanouissement des techniques d'utilisation efficace de l'eau. En quelques années, de gros progrès ont déjà été réalisés grâce notamment au travail mené par le Groupe de réflexion sur les Economies d'eau au sein du gouvernement. La mise en œuvre du Label Logements Durables devrait également permettre d'entretenir la dynamique. Waterwise enfin a su trouver sa place en tant qu'acteur clé de la promotion de l'utilisation efficace de l'eau.

La conférence de 2007 a permis de replacer le débat sur l'utilisation efficace de l'eau dans le cadre de la protection de l'environnement. Il sera sans doute nécessaire d'exploiter de nouvelles ressources en eau dans le futur, mais toutes les options de gestion de la demande doivent être considérées dès à présent. En 2007 en Angleterre, 95 % des masses d'eau risquent de ne pas atteindre les objectifs de bon état fixés par la DCE. Il faut donc agir rapidement et fixer pour la protection de l'eau des cibles aussi sévères que celles qui ont été adoptées pour réduire les consommations d'énergie.

Cela nécessitera que des partenariats se mettent en place ; tout le monde a une part de responsabilité dans le développement de l'utilisation efficace de l'eau. Les compagnies de distribution, les agences, le gouvernement et les vendeurs d'installations sanitaires doivent tous participer à la diffusion de messages clairs auprès des consommateurs ; ces messages, pour être efficaces, ne devront pas culpabiliser le consommateur, mais plutôt lui expliquer dans quelle mesure il trouve lui aussi son intérêt dans une utilisation efficace de l'eau.

Plusieurs intervenants ont également insisté sur le rôle essentiel de l'Ofwat dans cette bataille pour une utilisation plus efficace de l'eau. L'Ofwat devra mettre en place des incitations à tous les niveaux pour favoriser les projets d'économie d'eau, mais aussi récompenser ceux qui auront atteint les objectifs fixés en termes d'utilisation efficace de l'eau. Enfin, pour améliorer la portée de ses actions, l'Ofwat devra placer son travail sur l'eau dans le cadre plus général du développement durable et de la réduction de l'empreinte carbone des activités humaines.

Au cours de la conférence de 2007, un constat semble s'imposer : si le public est bel et bien préoccupé par son environnement, il reste beaucoup plus sensible aux questions d'énergie qu'à celles de l'eau... Il faudra donc poursuivre la communication, en privilégiant des messages ciblés selon les tranches d'âge, les communautés ou les catégories sociales. L'éducation de la jeunesse au sein des écoles devra être conduite à grande échelle. Il faudra aussi expliquer aux particuliers comment faire simplement des économies d'eau au sein de leur logement. Il fut rappelé que les WC (par exemple) ont généralement une durée de vie élevée. On ne peut pas attendre que tout le parc actuel des WC soit défaillant pour agir. Il faut donc inciter les particuliers à changer dès aujourd'hui leurs toilettes pour des modèles plus efficaces dans leur utilisation de l'eau. Le gouvernement devra donc s'engager à

rendre les équipements sanitaires permettant des économies d'eau disponibles dans tout le pays, faciles à installer, agréables à voir et à utiliser, et abordables financièrement.

Enfin en 2007, grâce au travail mené par l'ensemble des acteurs concernés par l'utilisation efficace de l'eau, et notamment par l'Ofwat, la base de données sur les projets et les bonnes pratiques en matière d'installation de systèmes d'économie d'eau s'enrichit rapidement. Il reste désormais, dans les analyses de coûts, à dépasser une approche trop « financière » de la question afin d'intégrer l'ensemble des coûts, qu'ils soient environnementaux ou sociaux.

La conférence de 2008

Intitulée « La route vers l'utilisation efficace de l'eau en Grande-Bretagne », la conférence de 2008 a pris une dimension nouvelle grâce à la participation du Ministre britannique de l'Environnement (alors M. Phil Woolas) ainsi que par l'intervention d'experts venus des Etats-Unis, d'Australie et d'Espagne, venus présenter quelques projets d'utilisation efficace de l'eau conduits dans leurs pays.

La session du matin a permis de faire le point sur les travaux déjà mis en œuvre depuis quelques années. Beaucoup de progrès ont été réalisés depuis la conférence de l'année dernière, mettant la Grande-Bretagne en position de leader en matière de projets pour une utilisation efficace de l'eau dans les logements :

- des documents stratégiques à long terme ont été développés par le gouvernement (Future Water) et par chacune des compagnies de distribution d'eau du pays ;
- l'Agence de l'Environnement et l'Ofwat travaillent ensemble pour établir de nouvelles cibles en matière de réduction de la consommation en eau dans les logements et de lutte contre les fuites ;
- la classification des logements selon les niveaux du Label Logements Durables deviendra obligatoire pour les constructions neuves dans quelques mois ;
- le recueil de données de Waterwise sur les projets d'économie d'eau dans les logements est en train de prendre une envergure intéressante ;
- et enfin, les compagnies de distribution ont pris l'habitude de travailler ensemble et de faire circuler les informations entre elles.

La gestion de la demande en eau reste pour l'ensemble des intervenants l'objectif sur lequel tout le monde doit travailler. La multiplication des compteurs, la mise en place d'une tarification pertinente, la poursuite de la lutte contre les fuites et le développement d'une régulation là où l'on en a vraiment besoin (par exemple pour faire évoluer le marché des appareils sanitaires permettant de réaliser des économies d'eau) apparaissent comme les principaux outils pour y parvenir.

La session de l'après-midi fut particulièrement intéressante dans la mesure où elle donna à des intervenants étrangers l'opportunité de présenter les projets de recherche de gains d'efficacité en consommation d'eau auxquels ils avaient participé. Nous les présentons ci-dessous de manière un peu plus détaillée.

Warren LIEBOLD – Département de la protection de l'Environnement à New York City

Au cours de son intervention, Warren Liebold a rendu compte de la grande campagne d'installation de compteurs d'eau conduite par la Ville de New York depuis le milieu des années 1980 : en 1985, une loi locale impose l'installation de compteurs dans tous les immeubles récemment construits ou

renovés ; c'est le lancement d'un vaste programme de recherche de gains d'efficacité en consommation d'eau dans les logements new yorkais.

Entre 1988 et 1998, 600 000 nouveaux compteurs sont installés. Les charges d'eau, auparavant calculées pour tout l'immeuble selon la longueur de la façade sur rue ('frontage rates') puis réparties par logement selon la surface de l'appartement ou le nombre d'habitants, sont désormais basées sur les volumes effectivement consommés. Par ailleurs, 1,3 millions de toilettes sont remplacées par des installations hydro-économiques. La vente de têtes de douches et de toilettes « haute pression » est également interdite. Enfin, le Département des finances de la Ville de New York met au point un nouveau système de tarification de l'eau.

Mais la mise en place des premiers compteurs individuels révèle immédiatement une importante consommation d'eau – et donc une facture élevée – dans les immeubles où le nombre d'habitants par appartement est le plus élevé et les revenus sont les plus modestes. Un long débat sur le prix de l'eau et la solvabilité des ménages les plus pauvres – ces derniers voient leur facture d'eau doubler – se met alors en place.

Depuis le milieu des années 1990, la ville de New York réfléchit donc à la façon de faire payer l'eau aux ménages les plus modestes. La ville a d'abord décidé de mettre lentement en place la transition, afin de laisser aux politiques le temps de trouver une solution au problème de la facturation de l'eau. En 1993-1994, il est décidé de plafonner les factures d'eau, à condition que les propriétaires s'engagent à rechercher et combattre les fuites d'eau dans leurs installations. La Ville a également cherché les aides financières pouvant être mises en place pour permettre aux foyers les plus pauvres de régler leurs factures.

La Ville de New York continue aujourd'hui à engager des actions pour réduire la consommation en eau des ménages et pour favoriser une utilisation efficace de l'eau. En 2003, la Ville a lancé un nouveau programme intitulé « Multifamily Conservation Program (MCP) ». Il offre la possibilité aux propriétaires d'immeubles de 6 appartements ou plus de choisir une facturation fixe de la consommation en eau (forfait) à la place d'une consommation mesurée par un compteur (en pied d'immeuble, ou « meter-based billing »), à la condition que les propriétaires investissent dans des appareils et installations peu consommatrices d'eau. Le but de ce programme est de promouvoir les économies d'eau dans les immeubles à plusieurs unités d'habitation et de donner aux propriétaires la possibilité de contrôler les coûts de l'eau et de l'assainissement.

New York compte environ 100 000 immeubles à 6 unités d'habitation ou plus. En 2009, 70 à 75 % de ces immeubles ont adopté une facturation de l'eau basée sur les relevés des compteurs (meter-based billing). Les propriétaires de 2 % de ces immeubles refusent toujours l'installation de compteurs et les immeubles restants sont toujours facturés selon l'ancien système, bien que des compteurs aient été installés. En 2012, ce dernier groupe devra choisir entre le « meter-based billing » ou la participation au MCP. La Ville de New York a par ailleurs débuté un important programme d'installation de compteurs à télé-relève.

Si ce programme d'utilisation efficace de l'eau a permis en 2008 à une baisse de 15 à 17 % de la consommation en eau, elle serait surtout due à l'installation des nouvelles toilettes plutôt qu'à la mise en place des compteurs. La Ville considère que le remplacement des toilettes permet aujourd'hui d'économiser 340 millions de litres d'eau chaque jour, et que le coût de l'eau ainsi économisée reste inférieur d'environ 50 % à celui de l'eau qu'il faudrait traiter et distribuer si le niveau de consommation initial était maintenu.

La projet a montré que l'installation systématique de compteurs ne suffisait pas pour réduire la consommation en eau des ménages. La Ville de New York doit continuer à réfléchir sur de nombreux aspects de son projet, parmi lesquels l'étude de la capacité de la Ville à mettre en place un système de tarification suffisamment souple pour être équitable, la meilleure compréhension des usages de l'eau

responsables des factures élevées ou encore la recherche permanente de gains d'efficacité en consommation d'eau.

André BOEREMA – Gérer la demande en eau à Sydney

André Boerema est venu présenter le travail conduit depuis le milieu des années 1990 par la compagnie Sydney Water, responsable de la distribution d'eau et de l'assainissement à Sydney. Sydney Water fournit l'eau à 1,37 million de clients, équipés de compteurs à 97 %. En 1996, la compagnie s'est vue fixer comme objectif de réduire d'au moins 35 % (par personne) la quantité d'eau extraite de l'ensemble de ses réservoirs entre 1990 et 2010. Il a donc fallu que la compagnie réfléchisse à la façon de financer la perte de bénéfices induite par la réduction de la demande en eau. Dans cette effort, la compagnie a été soutenue par les autorités régulatrices – qui fixent le prix de l'eau – et par l'ensemble de la communauté qui participe à la mise en place d'une gestion de la demande.

Sydney Water a développé une « planification du moindre coût » pour l'aider à trouver l'équilibre entre la recherche de nouvelles ressources pour faire face à la demande en eau, et l'utilisation efficace de l'eau. Dans le cadre de ce plan, la compagnie a cherché les possibilités permettant de fournir, au moindre coût, les services demandés par les clients, plutôt que de chercher à augmenter la quantité d'eau distribuée. Water Sydney a compris que ses clients ne cherchaient pas forcément à avoir accès à toujours plus d'eau, mais qu'ils souhaitaient le maintien du niveau des services (comme pouvoir laver ses mains, son linge ou sa vaisselle avec une eau de qualité, disponible à toute heure). Sydney Water a ensuite classé chacune de ces options, selon une analyse coûts/bénéfices prenant aussi en compte des critères tels que la quantité d'eau économisée, l'impact environnemental ou la faisabilité de l'option. Le modèle fournit à la compagnie un cadre souple pour comparer sur le long terme (30 ans) les différentes possibilités de gestion de la demande en eau, pouvant comporter la mise en place d'appareils d'économie d'eau dans les logements, le développement de standards dans les constructions, le mode de facturation de l'eau, le recyclage de l'eau au sein des bâtiments, l'éducation des consommateurs ou des incitations non financières.

Grâce à cette gestion de la demande, Sydney Water espère faire baisser la consommation annuelle en eau de 575 millions de m³ par an (en 2008) à 525 millions de m³ en 2011. A l'heure actuelle, les résultats sont plutôt prometteurs, avec une consommation en eau déjà inférieure à la cible fixée pour 2011. La compagnie, n'ayant pas besoin d'investir aujourd'hui pour augmenter ses capacités de production, bénéficie d'ores et déjà de ce programme d'utilisation plus efficace de l'eau.

Sandra BENBENISTE MILLAN – Saragosse, la ville des économies d'eau

La ville de Saragosse a gagné une certaine renommée parmi les acteurs de l'utilisation efficace de l'eau grâce à un vaste projet d'économie d'eau, conduit de 1997 à 2008. Ce projet consistait à prouver la possibilité de résoudre des problèmes de pénurie d'eau grâce à une approche en termes d'utilisation efficace de l'eau – à la fois bon marché, respectueuse de l'environnement et non conflictuelle sur le plan social.

Le projet de la ville de Saragosse s'est organisé en trois phases successives :

- de 1997 à 2000, la Ville a mené une vaste campagne de communication auprès du public, afin de convaincre les consommateurs que les technologies actuelles leur permettaient de grandes économies d'eau sans qu'ils aient pour autant à renoncer à leur niveau de confort ;

- de 2000 à 2006, 50 exemples de « bonne pratique » conduits au sein des services de la ville et de quelques entreprises furent supportés par la Ville afin de servir d'exemples et de références ;
- enfin, de 2006 à 2008, la Ville s'était engagée à recueillir 100 000 engagements citoyens pour une utilisation efficace de l'eau au sein des logements, renforçant ainsi sa légitimité pour l'organisation en 2008 d'une exposition internationale sur les thèmes de l'eau et du développement durable.

La première phase du projet a vu la consommation domestique annuelle baisser de 5,6% sur trois ans. Plus de 150 organisations publiques et privées ont relayé le message de la ville, amenant ainsi les citoyens à prendre conscience du défi. Pour la deuxième phase, la ville s'est attachée à travailler en priorité avec les acteurs les dynamiques de chaque secteur concerné (écoles, hôtels, piscines publiques, résidences, services de parcs et jardins, industries...). Les résultats furent ainsi rapidement obtenus et stimulèrent un important processus d'imitations auprès du reste des acteurs. Enfin, la dernière phase du projet avait pour objectif de faire véritablement participer les citoyens et de les inciter à s'engager pour une consommation responsable de l'eau. La Ville chercha à faciliter la prise de ces engagements, en multipliant les opportunités (développement d'un site internet, installation de stands lors de salons ou de rencontres sportives, possibilité de s'engager dans son supermarché ou au sein de son entreprise, etc.).

Aujourd'hui, on peut tirer deux enseignements essentiels de ce projet. Tout d'abord, une campagne pour une utilisation efficace de l'eau au sein des bâtiments ne peut porter ses fruits que si plusieurs actions complémentaires sont conduites en simultané. Tous les consommateurs – particuliers, services publics ou organisations privées – doivent se sentir concernés et intégrés dans le projet. Ensuite, l'utilisation efficace de l'eau ne prendra vraiment racine que si une nouvelle culture de l'eau est mise en place. Le désir d'économiser l'eau doit être constamment présent à l'esprit des membres les plus actifs de la communauté².

Pour conclure, on remarquera l'importance accordée en Grande-Bretagne aux questions d'économies d'eau, au sein des logements notamment. Les autres questions qui nous occupent aujourd'hui dans le cadre du projet EAU&3E, telles que la tarification sociale ou la gestion à long terme de l'infrastructure de réseau, n'ont pas été traitées au cours de ces 4 conférences. Faut-il y voir l'influence de la situation de pénurie d'eau du sud est de l'Angleterre, et la domination intellectuelle de cette région sur le reste du pays ?

On notera enfin la fréquence des interventions prônant la généralisation des compteurs individuels. Pourtant, on peut s'interroger sur le bien fondé de cette proposition... après tout, le programme développé à New York et qui pourrait être érigé comme modèle sur plusieurs points, est basé sur l'installation de compteurs d'immeuble, et non pas d'appartement.

La plupart des présentations des intervenants aux 4 conférences sont disponibles sur le site www.waterwise.org.uk

² On notera que la présentation de Sandra Benbeniste Millan ne fournit pas de chiffres (en litres ou m³) quant aux économies d'eau vraiment réalisées grâce à ce programme. De façon générale, il semblerait qu'il soit assez difficile d'obtenir des données quantifiées sur les consommations d'eau en Espagne.